



SESSION PLENIERE DU 16 DECEMBRE 2019

AMBITION REGIONALE ALIMENTATION SANTE

La Région présentait à l'occasion de ce budget primitif un document intitulé « ambition régionale alimentation santé. »

Le CESER n'a pas pu, faute de temps, rédiger un avis sur l'ensemble du plan, mais a présenté, sans vote, un document reprenant en particulier les commentaires de la commission « santé-sociale ».

La CGT a regretté l'absence de vote sur les commentaires du CESER.

### **LE DOCUMENT DE LA REGION**

L'ambition régionale ambition santé reprend un certain nombre d'orientations que la Région souhaite développer : recherche sur les liens entre alimentation et santé, sensibilisation du grand public, amélioration de la restauration collective (lycées, EHPAD, ...), action sur les modes de production (agriculture et IAA), avec une amélioration des impacts environnementaux et le soutien aux produits innovants.

L'aspect économique en particulier est particulièrement présent dans le rapport régional, l'aspect « travail » beaucoup moins.

### **LA CONTRIBUTION DU CESER**

Le CESER porte l'idée d'un « Grenelle de la qualité alimentaire ».

Il souhaite une action sur les axes suivants :

- Environnement : notamment à travers un soutien plus affirmé à la filière biologique et aux activités non polluantes.
- Prévention : pour protéger les producteurs et les consommateurs par des méthodes de recherches/actions pertinentes
- Social : en relayant des expériences locales réussies et favorisant des actions d'informations de proximité, concrètes et directement applicables

Il invite la Région à privilégier un outillage pensé sur le long terme, à travers des formes de contractualisation de type CPOM (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) plutôt que des appels à projet.

## **CE QU'A DIT LA CGT : INTERVENTION DE CATHERINE PARIS**

La CGT remercie les membres des commissions 2 et 3 pour ce document et regrette de ne pas le voir soumis au vote de l'assemblée. Nous sommes donc conduits à mener un débat entre nous sur un texte qui restera en interne, ce qui finalement en réduit fortement l'intérêt, même si nous saluons la présence de Mme Bernard avec nous.

La question du lien entre l'alimentation et la santé est essentielle, et elle est profondément liée aux questions sociales. Ce sont sur ces points que nous centrerons notre intervention.

La recherche de l'amélioration de la productivité alimentaire a été justifiée par la nécessité de lutter contre la faim. De fait, des progrès indéniables ont été assurés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la France produit désormais un tiers de plus de calories que ce qu'elle consomme<sup>1</sup>. **Toutefois, la recherche du profit toujours plus grand, inhérent au système capitaliste, aux multinationales de l'agroalimentaire et de la grande distribution, a conduit les producteurs à devoir produire toujours plus, toujours moins cher, au détriment de la santé des consommateurs, des producteurs, des salariés du secteur alimentaire, et parfois des riverains des exploitations.**

Ainsi, de nombreuses études prouvent l'impact de l'utilisation des pesticides chimiques sur la santé des populations, et notamment des producteurs. Ce n'est pas nouveau, on se souvient du DDT interdit dans l'agriculture en France dès les années 1970. **Aujourd'hui, les dangers du glyphosate font de moins en moins débat**<sup>2 3</sup>. On peut aussi évoquer l'étude qui en 2019, a révélé la contamination de salariées des vignobles à des fongicides dans le Médoc.<sup>4</sup>

Bien entendu, le milieu agricole connaît d'autres risques professionnels, notamment le surmenage, avec souvent un revenu médiocre voire très faible pour un travail épuisant. Le modèle agricole dominant va dans le mur, il pollue, nuit à la santé, et appauvrit les paysans. L'agriculture biologique peut constituer une alternative à soutenir, comme le souligne le CESER.

**Les salariés des industries agroalimentaires connaissent eux aussi des risques spécifiques** pour leur santé : travail de nuit, cadences infernales, stress. Avec notamment des conditions de travail délétères dans de nombreux abattoirs, source de mal être pour les salariés, et pouvant conduire à des maltraitances pour les animaux.

Le rapport régional santé alimentation aurait pu creuser ces aspects.

Les risques alimentaires sur la santé des consommateurs concernent notamment la présence éventuelle de résidus toxiques, la qualité sanitaire, et l'équilibre

<sup>1</sup> <https://culturesetcompagnies.fr/2019/08/29/laautosuffisance-alimentaire-en-france-est-elle-possible/>

<sup>2</sup> <https://www.futura-sciences.com/sante/actualites/cancer-roundup-exposition-glyphosate-augmenterait-40-risque-certains-cancers-69297/>

<sup>3</sup> <https://www.terre-net.fr/actualite-agricole/economie-social/article/les-phytosanitaires-causent-2-des-maladies-professionnelles-des-agriculteurs-202-132322.html>

<sup>4</sup> <https://www.humanite.fr/bordelais-le-pesticide-narrose-pas-que-la-vigne-670744>

alimentaire.

En matière de **qualité sanitaire**, doit-on rappeler le scandale des laits infantiles Lactalis pour souligner l'impact de la recherche du profit à tout prix ?

En matière d'équilibre alimentaire, **les habitudes et les modes de consommation alimentaires des Français sont un miroir des inégalités sociales**<sup>5</sup>. On constate ainsi deux fois plus d'adultes obèses chez les artisans, commerçants, agriculteurs, ouvriers et employés que chez les cadres supérieurs<sup>6</sup>. Si l'on peut approuver le focus développé sur l'éducation à l'alimentation, il faut tout de même rappeler qu'une alimentation de qualité a un prix. Or lors des Etats généraux de l'alimentation, fin 2017, 80 % des consommateurs disaient prioriser le prix dans le choix de leur alimentation.<sup>7</sup> **La CGT ne se résout pas à ce qu'on aille vers une production de qualité labellisée pour une niche de la population, et de la sous-qualité glyphosagée pour le bas peuple**<sup>8</sup>. Elle promeut une alimentation de qualité pour tous, basée sur un respect de l'environnement, et une qualité sanitaire irréprochable.

Enfin, cuisiner sainement peut prendre du temps, c'est souvent incompatible avec les temps de travail et de transport des salariés ou des familles, cela renvoie aussi aux questions sociales.

La CGT s'investira donc pleinement dans l'étude future de la C3 comme elle le fait dans celle de la C2.

### **QUELQUES REFLEXIONS DE LYDIE BERNARD, VICE-PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL :**

La France a l'agriculture au monde la plus durable.

Il faut une agriculture plurielle, et ne pas opposer les agricultures. La plus grande réussite du mandat régional, c'est que toutes les agricultures se parlent. Elles servent toutes un segment de consommateurs. Si nous ne continuons pas à faire de l'agriculture conventionnelle qui correspond à une demande de consommateurs, si le pouvoir d'achat reste le même, ces consommateurs se tourneront vers le marché international.

Il faut donc une sensibilisation vers :

- l'agriculture qui doit diminuer les pesticides
- les collectivités avec les stations d'épuration
- le citoyen : celui qui traite son chien, utilise des insecticides, peut aussi polluer.

On doit aussi évoquer l'impact carbone. L'agriculture peut être une solution pour stocker le carbone.

<sup>5</sup> [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/07/18/1-alimentation-grand-marqueur-des-inegalites-sociales-en-france\\_5161988\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/07/18/1-alimentation-grand-marqueur-des-inegalites-sociales-en-france_5161988_4355770.html)

<sup>6</sup> <https://www.inegalites.fr/Obesite-et-milieus-sociaux>

<sup>7</sup> <http://www.fnafcg.fr/spip.php?article592>

<sup>8</sup> <http://www.fnafcg.fr/spip.php?article596>

Il faut améliorer le revenu des agriculteurs, dans un contexte de négociations difficiles avec la grande distribution.